ASSEMBLÉE NATIONALE

20 septembre 2014

TRANSITION ÉNERGÉTIQUE - (N° 2188)

Non soutenu

AMENDEMENT

N° 1357

présenté par
M. Chanteguet**ARTICLE 55**

Compléter l'alinéa 22 par la phrase suivante :

« L'exploitant s'assure auprès de l'autorité de sûreté nucléaire de la compatibilité du plan stratégique avec l'état des autorisations et des demandes d'autorisation en cours. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le plan stratégique doit pouvoir prendre en compte la capacité réelle de l'exploitant à contribuer aux objectifs de la programmation pluriannuelle de l'énergie.

Au printemps 2013, auditionné dans la cadre du débat sur la transition énergétique, M. Pierre Franck Chevet, président de l'autorité de sûreté nucléaire (ANS) rappelait qu'« *une anomalie grave (...) ne peut absolument pas être exclue, elle est même plausible. Dans un tel cas, nous serions amenés à suspendre le fonctionnement de plusieurs réacteurs assez rapidement* ».

L'ASN avait rappelé quelques semaines plus tôt, au cours de la convention annuelle de la Société française d'énergie nucléaire (SFEN), par la voix de son président, que « *L'extension au-delà de 40 ans n'est pas acquise [...] Le premier avis sur la possibilité d'aller ou non au-delà de 40 ans, nous pourrions peut-être le formuler en 2015* ». « *L'avis final, définitif, générique sur l'ensemble du parc nucléaire français (pourrait intervenir) aux alentours de 2018, 2019* », avant « *un examen réacteur par réacteur* ».

Ainsi aucune prolongation de réacteur au-delà des 40 années d'exploitation ne pouvant être acquise il est nécessaire que le plan stratégique de l'exploitant, dans sa réponse aux objectifs de la PPE, prenne en compte l'état des autorisations administrative, des avis de l'ASN, mais aussi au renouvellement des autorisations d'exploiter suite aux visites décennales ou encore au passage au-delà des 40 années d'exploitation.

C'est pourquoi l'exploitant doit consulter l'ASN sur l'état des autorisations en cours et intégrer cette donnée dans l'élaboration de son plan stratégique.